

**Union européenne - Attaque
terroriste à Londres - Lutte contre
le terrorisme - Syrie - Russie -
États-Unis - Climat - Entretien de
Mme Marielle de Sarnez, ministre
chargée des affaires européennes,
avec «RTL - Le grand jury» -
extraits
(Paris, 04 juin 2017)**

Q - Bonjour Marielle de Sarnez.

R- Bonjour Olivier Mazerolle.

Q - On ne pensait pas commencer l'émission de cette façon, mais il y a eu cet attentat à Londres. Vous devriez d'ailleurs en ce moment être au Quai d'Orsay, au centre de crise, avec le Premier ministre, mais puisqu'on vous avait invitée, vous avez été fidèle au rendez-vous et vous êtes avec nous. Sept morts, 48 blessés, les trois terroristes abattus, et parmi les blessés, quatre Français. Votre réaction première ?

R - Ma réaction c'est évidemment, comme tous les Français, émotion, tristesse, colère. Colère, terrible colère. Et solidarité totale, absolue, avec nos amis britanniques. Au fond, quand il y a un attentat, c'est à chaque fois nos démocraties qui sont touchées, toutes nos démocraties, c'est l'Europe qui est touchée, toute l'Europe. Bien sûr je pense aux victimes, je pense à leurs familles, je pense aux blessés. Il y a quatre blessés français, dont un blessé français grave.

Q - Très grave ?

R - Grave, oui. Oui, dans le moment où je vous parle. Donc solidarité absolue. Et en même temps, détermination totale aussi. C'est une guerre. C'est une guerre contre le terrorisme. Cette guerre nécessite une mobilisation générale, de tous, de toutes. C'est le cas, cela doit être le cas encore demain. Et puis nous en parlerons peut-être dans quelques secondes, cela nécessite que bien sûr, chez nous, nous fassions le nécessaire -ce qui est fait, -et qu'en Europe, on puisse faire toujours davantage pour la lutte contre le terrorisme.

Q - On va évidemment parler de tout ça avec Guillaume Roquette du Figaro et Christophe Jakubyszyn de LCI. Juste un mot sur nos quatre compatriotes, donc un très gravement blessé, et les trois autres on va les rapatrier en France ?

R - Trois autres blessés. J'irai tout à l'heure à la cellule de crise au ministère de l'Europe et des

affaires étrangères, les autorités consulaires et notre ambassade à Londres sont aux côtés évidemment de ceux qui sont blessés et des familles. Nous aurons des précisions dans les minutes ou les heures qui viennent.

Au centre de crise du ministère, cette nuit, où 25 personnes ont travaillé toute la nuit, il y a eu plus de 5.500 appels, 5.700 appels exactement, de compatriotes.

Q - C'est le troisième attentat en deux mois en Angleterre. Est-ce que vous savez pourquoi c'est particulièrement l'Angleterre, le Royaume-Uni qui est aujourd'hui frappé par les attentats terroristes ? Est-ce qu'il y a une raison ou pas ?

R - Nous avons été frappés nous aussi, à de très nombreuses reprises. L'ensemble des pays européens ont été frappés. Aujourd'hui c'est en Grande-Bretagne. L'enquête dira qui sont ceux qui ont commis ces attentats. Mais je pense vraiment que, au fond, toutes les démocraties sont en première ligne, et toutes les démocraties doivent se sentir totalement solidaires dans ce qui se passe aujourd'hui. Bien sûr que notre pensée va à nos amis britanniques aujourd'hui, mais je vous le disais au début, c'est l'Europe qui est visée, c'est la démocratie qui est visée.

Q - Alors il y a quand même une précision importante, dans son discours Theresa MAY, la Première ministre britannique, a dit : il y a eu trop de tolérance - en parlant de la Grande-Bretagne - à l'égard des extrémistes, nous ne pouvons pas être un pays fragmenté entre communautés. Elle a mis en cause le communautarisme. Beaucoup ont estimé que depuis des années et des années, même s'il y a eu un tour de vis en Grande-Bretagne, il y avait trop de laxisme à l'égard de ces différentes communautés en Grande-Bretagne. C'est votre avis ?

R - Écoutez, il y a une certitude : c'est que tout doit être fait dans la lutte contre le terrorisme, tout, au niveau du risque intérieur, que nous vivons nous aussi Français, et que vivent nos voisins britanniques, et au niveau des risques extérieurs - peut-être nous y viendrons dans une seconde - car malheureusement tout est évidemment lié. Il y a d'abord toutes les réponses qui sont, disons-le, d'abord d'ordre policier, qui ont trait au renseignement, à la coopération policière. Et nous avons Europol en Europe ; peut-être dirons-nous deux mots du Brexit et de la Grande-Bretagne. Mais il est vital, essentiel, fondamental que la coopération policière entre la Grande-Bretagne et le reste de l'Union européenne persiste et dure, que la coopération judiciaire persiste et dure. Donc il y a d'abord tous ces éléments de sécurité. Il y a la question du retour des djihadistes, nous savons comment ils doivent être gérés, évidemment surveillés, interpellés, mis en examen, mis en détention provisoire. Toutes ces questions sont des questions très lourdes. Et nous avons, au fond, deux nécessités : un, c'est de rester unis entre Européens ; et deux, c'est que nos nations soient à l'intérieur de nous-mêmes les plus unies possible...

(...)

Q - Dans la coopération contre le terrorisme, est-ce qu'on peut à la fois avec les Britanniques coopérer sur le renseignement et la police, et mener avec eux un bras-de-fer pour leur sortie de l'Union européenne ?

R - Mais il faut une meilleure coopération européenne, et il faut une meilleure coopération internationale. Mais quand je dis meilleure, je ne sous-estime pas tout ce qui a été fait du point de vue européen. Il y a eu énormément de choses qui ont été faites du point de vue européen : on a mis en place un mandat d'arrêt qui permet de transférer les suspects plus rapidement, on a mis en place des équipes communes pour enquêter, on a mis en place Europol ; on peut toujours renforcer, mais c'est une coopération policière qui fonctionne. On a mis en place Eurojust, c'est une coopération judiciaire qui fonctionne. On a créé...

Q - Oui mais apparemment cela ne suffit pas, puisqu'il y a toujours des attentats...

R - ...D'abord, il y a de nombreux attentats qui sont empêchés. On ne parle jamais des attentats qui sont empêchés. Theresa May a parlé à l'instant de cinq attentats qui avaient été empêchés. Bien sûr qu'il faut viser à empêcher l'ensemble des attentats. Mais il y a de très nombreux attentats que nos services de renseignement empêchent...

Et nous avons mis en place aussi, au niveau européen, un fichier, le fichier d'information Schengen, qui permet des contrôles aux frontières, et qui permet qu'on puisse, au moment où on contrôle, aller consulter un fichier. Voilà ce qui a été fait. Bien sûr qu'il faut faire plus encore ! C'est une mobilisation sans faille qu'il faut mettre en oeuvre.

Q - ...On voit bien qu'en Syrie par exemple, aujourd'hui on nous dit : il va peut-être y avoir une offensive sur Raqqa - mais on est incapable, la coalition américano-française, de s'entendre en coordination avec les Russes. Est-ce qu'on va y arriver un jour ?

R - Moi, je crois qu'il y a une priorité, la priorité des priorités, si on hiérarchise les choses : c'est de mettre fin à Daech, d'éradiquer ce terrorisme barbare qui sévit là-bas et ici. C'est la première des priorités. Je crois que, pour le faire, la coalition internationale est en place, il y a des objectifs qui sont communs, et je pense que sur le terrain, cela gagne du terrain. Deuxièmement, moi je crois profondément que si nous arrivons pour éradiquer Daech, il faut stabiliser la Syrie, et que donc il faut travailler...

Q - Et le régime syrien ?

R - Il faut stabiliser la Syrie. La déstabilisation de la Syrie, sa déstabilisation totale depuis sept années maintenant, elle nourrit quelque part aussi le terrorisme.

Q - Et donc vous êtes en train de dire qu'il ne faut peut-être pas déstabiliser le régime syrien ?

R - Je suis en train de dire qu'il faut faire les deux à la fois...

Je suis en train de dire que, quand le président Macron a rencontré Vladimir Poutine, ils en ont évidemment parlé. Nous avons des différends sur la Syrie. Nous avons, me semble-t-il, un

objectif : l'éradication de Daech. Nous avons des différends, c'est : transition politique, comment, avec Assad. Mais il y a un point sur lequel on peut s'accorder : c'est qu'on a vu que quand il n'y avait plus d'État en Irak, on a vu ce que cela a donné ; on a vu que quand on avait détruit l'État en Libye, on a vu ce que cela a donné.

Q - C'est une inflexion par rapport au précédent quinquennat de François Hollande ? Il n'y a pas deux priorités en même temps, le régime syrien et les islamistes ?

R - J'ai toujours pensé qu'il ne fallait pas mettre à terre les États, quand on essayait de sortir d'un processus de déstabilisation d'un pays. Après, il faut se mettre d'accord. Il y aura besoin d'une transition politique. Assad a commis, pour son peuple et au cœur de son peuple, des abominations, qui ont nourri aussi le terrorisme. Mais je crois que de dire, un, il faut éradiquer Daech, et ça peut être un objectif commun ; deuxièmement, oui, il faut préserver un État. Et c'est ce que le président Macron a dit, tout en disant : il y a des lignes rouges. Les lignes rouges, c'est par exemple...

Q - Mais vous dites ce matin : il faut préserver l'État syrien ?

R - ... Je dis que quand un État est éradiqué, vous avez une déstabilisation encore plus lourde, vous avez une désorganisation encore plus lourde. On le voit en Libye. La question de la Libye, elle va être cruciale dans les mois qui viennent. C'est à nos frontières, c'est à nos portes. Donc la fin totale d'un État, nous voyons que cela crée des déstabilisations plus fortes. Mais moi je souhaite qu'évidemment, il ne pourra pas y avoir d'issue politique sans qu'il y ait, au fond, une capacité à promouvoir, à générer une transition politique en Syrie.

Q - Absolument ! Parce qu'on voit bien, on a des relations difficiles avec M. Trump en ce moment, des relations tendues avec la Russie, les Anglais sortent de l'Union européenne. Comment est-ce qu'on fait pour coopérer, quand on a cet état d'esprit qui n'est pas vraiment à la confiance ?

R - Le terrorisme n'a pas de frontières. La question du climat n'a pas de frontières non plus. À partir du moment où le terrorisme n'a pas de frontières, nous avons une obligation : c'est d'être unis, en face de cette barbarie terroriste ! Et donc nous devons, je le disais depuis longtemps, considérer qu'au fond, il y a Brexit parce que les Anglais l'ont décidé, parce qu'ils ont voté en ce sens-là. C'est une séparation d'un certain nombre de traités, beaucoup, c'est une séparation économique...

Q - Vous le regrettez toujours ?

R - ...Oui, je le regrette. Je pense que les Britanniques sont un grand peuple, et j'aurais aimé qu'ils restent au cœur de cette Union européenne avec nous. Mais en même temps, je suis bien obligée de constater que cela a été leur choix, même si je le regrette. J'ai toujours pensé qu'il fallait que les négociations pour le Brexit se déroulent sur les deux années qui viennent. Michel Barnier est notre négociateur en chef pour l'ensemble de l'Union européenne. Tous les États membres sont tout à fait unis, les 27 États membres sont unis. Il faut d'abord acter les

clauses de la séparation, pendant deux années, avant de reconstruire un nouveau partenariat, probablement économique...

Q - Les Anglais aimeraient bien faire les deux choses en même temps.

R - ...et de transferts de biens et de marchandises. Mais je dis qu'au-delà de ce calendrier, il y a pour moi une certitude, une évidence : c'est qu'il faut conserver nos liens en matière de coopération policière. Il faut conserver nos liens en matière...

Q - Mais c'est possible ?...

R - ...C'est possible !...

Q - Les Anglais peuvent comprendre ce double discours : d'un côté on se bat sur la sortie de l'Europe, et de l'autre côté on collabore ?

R - ...Moi, c'est une proposition que je fais. Au fond, ils ont donné mandat pour négocier cette sortie de l'Union européenne, mais je pense que tout le monde sait que vis-à-vis du terrorisme on ne doit pas se diviser, vis-à-vis du terrorisme on ne doit pas se séparer. Et donc, je pense qu'il faut conserver les coopérations policières qui existent - nous avons de très nombreuses coopérations, y compris de renseignement, avec le MI1, le MI5 britannique ; ces coopérations, elles vont perdurer, parce que c'est l'intérêt et c'est dans l'intérêt de la sécurité de tous.

Q - Mais est-ce que c'est compréhensible et possible ? Parce que là on est pratiquement en état de divorce, et ce n'est pas forcément à l'amiable, parce que l'Union européenne, vous en parliez il y a un instant, est prête à réclamer beaucoup de choses aux Anglais peut-être même un dédit qui pourrait aller jusqu'à 100 milliards d'euros !

R - ...Non, cela n'est pas juste. Je crois qu'il faut faire attention aux mots qu'on utilise : dans les négociations pour le départ, il va y avoir des points extrêmement sensibles. Le premier point sensible ça sera la question des droits acquis des citoyens européens qui sont en Grande-Bretagne, droits acquis dans tous les domaines : est-ce qu'ils seront bien acquis jusqu'au bout, comment cela se passe ? ; et réciprocité pour les citoyens britanniques. Il va y avoir la deuxième question, qui est une question très sensible aussi, qui est la question des frontières, en particulier en Irlande, parce que comme vous le savez les accords de paix avaient mis fin à ces frontières, donc c'est une question sensible...

Q - Et nous, on pourrait remettre en cause la frontière du Touquet ? Et de Calais ?

R- Et j'arrive sur la question budgétaire, ce n'est pas un dédit. La Grande-Bretagne a pris vis-à-vis de l'Union européenne un certain nombre d'engagements dans un certain nombre de politiques. Il s'agira juste de solder les comptes et donc ce n'est pas un dédit. Ce n'est pas une punition, c'est : on se sépare et on solde les comptes.

Q - Enfin, c'est pris comme étant une position dure !

R - Le calendrier va s'ouvrir après les élections, peut-être que cela sera difficile, mais ce sont les Britanniques qui l'ont souhaité, l'Union européenne doit être unie ...

Q - D'un côté, on va se cogner et de l'autre, on va coopérer !

R - Je voudrais juste ajouter deux choses, mais écoutez, si je vous disais que, dans cette séparation, il y a une chose auquel il faut absolument mettre un terme aujourd'hui, c'est notre coopération policière, c'est notre coopération en matière de service de renseignements, je serais irresponsable ! Le terrorisme, il n'a pas de frontières, ce qu'il cherche à faire, c'est à diviser, c'est à séparer ! Je vous dis une chose, si nous sommes unis en matière de lutte contre le terrorisme ...

Q - Psychologiquement, on ne comprend pas comment d'un côté, on peut se disputer et de l'autre s'entendre !

R - Je pense que tous ceux qui m'écoutent le comprennent très bien, il y a des sujets qui sont des sujets majeurs et qui doivent être à mon sens séparés de toutes les questions qui sont davantage d'ordre politique.

Q - Alors, soyons concrets justement pour les Français, on est allé un peu vite sur la question des frontières. La frontière entre la France et le Royaume-Uni, elle sera à Calais côté français comme aujourd'hui ou côté britannique à Douvres par exemple ?

R - Toutes ces questions-là, nous avons deux ans pour les résoudre ...

Q - Mais vous pensez quoi ? Parce que le président avait réclamé la remise en cause de l'accord du Touquet. Mais la question, c'est : est-ce que les migrants qui veulent aller au Royaume-Uni, on les laisse en France, ou est-ce qu'on les envoie au Royaume-Uni ?

R - Nous allons reprendre à peu près tous les accords, tous les textes, il y en a mais vraiment plusieurs centaines, nous allons reprendre toutes ces questions une par une dans cette séparation.

Q - Et sur la frontière, la ministre des affaires européenne a une idée ou pas ?

R - Moi, j'ai l'idée que si on veut éviter que des personnes en situation de demande d'asile attendent pendant très, très longtemps que leur demande d'asile soit traitée, il faut encourager à ce que ces demandes soient traitées dans la mesure du possible dans les pays d'origine ou dans

les pays de transit. Voilà déjà un début de réponse.

Q - Ca, c'est vrai mais quand ils sont arrivés en France ?

R - Deuxièmement, nous avons notre agenda, un agenda à ouvrir en Europe dans les prochains mois - on mélange un peu tout mais tant pis - sur la question d'une politique d'asile européenne. Il faut qu'on harmonise ...

Q - Cela ne sera pas la politique britannique puisqu'ils ne seront plus en Europe !

R - Mais, c'est le deuxième point sur lequel je voulais insister, le Brexit c'est une réalité, il va y avoir des négociations. La vie européenne ne doit pas s'arrêter au Brexit, elle doit se poursuivre. Les Européens doivent aller de l'avant en particulier sur les questions de sécurité, en particulier sur la question du droit d'asile et de son harmonisation. Vous savez qu'il y a certains pays où quand vous demandez à avoir l'asile de ce pays, cela se passe en six mois ou en trois mois et que dans d'autres pays, il faut attendre comme chez nous deux ou trois ans. On voit bien qu'il y a là quelque chose qui ne va pas, et qu'il va falloir de ce point de vue là une harmonisation, cela veut dire qu'il y a un travail à faire en France précisément.

Q - Donald Trump a donc annoncé que les États-Unis allaient se retirer des engagements de l'accord de Paris. Emmanuel Macron a réagi fortement mais sur le fond il ne peut qu'en prendre acte. Comment fait-on pour faire repartir les négociations ?

R - D'abord, on ne peut pas en prendre acte comme cela, comme vous le savez probablement. Autant les engagements n'étaient pas contraignants, autant le traité est contraignant, il ne peut pas être remis en cause du jour au lendemain. Ensuite ...

Q - Mais s'il n'y a rien dedans ...si ce n'est pas contraignant, ce n'est pas très important !

R - On va essayer de clarifier pour ceux qui nous écoutent. Cette procédure peut prendre quatre années et peut se conclure pour les États-Unis le lendemain du jour de l'élection de celui qui suivra Donald Trump. Je dis cela parce que donc sur le plan juridique, il va y avoir des interprétations et des bagarres et donc il pourra peut-être y avoir, je ne sais pas, un nouveau président des États-Unis, qui pourrait décider de faire l'inverse.

Q - C'est-à-dire en quatre ans, ils doivent quand même respecter !

R - Non, je vous dis cela pour mémoire parce que juridiquement, ceci existe et c'est déjà une vraie difficulté ...

Q - C'est important, cela veut dire que ce n'est pas si grave, parce que finalement, Donald Trump n'aura pas le temps de sortir !

R - Je n'ai pas dit que ce n'était pas grave, je pense que ce qui a été fait est très grave. Je vous dis juste qu'il y a un traité et que pour sortir de ce traité, on arrivera à peu près à la date de la prochaine élection américaine.

Q - Vous ne croyez pas que Donald Trump va agir à sa guise ?

R - Je vous dis cela pour information. Je voudrais dire une chose. Moi, ce qui m'a frappée dans ce qui s'est passé après l'annonce de Donald Trump, c'est au fond une mobilisation de toutes les consciences dans le monde, une mobilisation à vouloir agir et à vouloir poursuivre cette lutte contre le climat et, en particulier, je suis très frappée par la mobilisation aux États-Unis on a vu nombre d'États, on a vu nombre de villes dont la ville de Pittsburgh dont Donald Trump avait dit «je préfère défendre Pittsburgh à Paris», eh bien la ville de Pittsburgh elle-même, tous ces États, toutes ces villes et qu'est-ce qu'ils disent ? Ils disent : nous allons redoubler d'efforts pour la protection du climat ; nous allons redoubler d'efforts dans la lutte contre le réchauffement climatique. J'ajoute que les grandes entreprises américaines ont dit exactement la même chose.

Q - Mais les Américains sont plus partagés dans les sondages ...

R - Plus de 65% sont en faveur, donc on peut dire plus de 65%, donc je veux dire, on a une très grande majorité en faveur mais je pense que c'est une erreur de Donald Trump, c'est une erreur sur la question de la planète, c'est une erreur diplomatique parce que l'influence américaine va baisser, c'est une erreur considérable au plan économique des choses parce que nous savons que les mines de charbon sont en voie d'extinction aux États-Unis et que tout ce qui va aller avec les emplois de demain et avec la croissance de demain, ce sont les énergies renouvelables.

Q - Mais est-ce que c'est l'occasion pour l'Europe de se relancer ?

R - J'y viens tout de suite, ce sont les énergies renouvelables et je pense que de ce point de vue-là c'est une erreur stratégique économique lourde ...

Q - Pourquoi il fait cela si tout le monde est contre ?

R - Écoutez, il faut lui poser la question.

Q - Vous, vous ne savez pas ?

R - Peut-être qu'il préfère s'isoler, peut-être qu'il préfère être seul contre le reste du monde et y compris être isolé au sein du pays qui est le sien et qu'il dirige, c'est une vraie question en tous les cas. Puis-je ajouter encore un mot avant de venir à l'Europe ?

Q - Non mais parce qu'il nous reste deux minutes avant la pause ...

R - C'est un sujet important le climat !

Q - Oui justement mais l'Europe, qu'est-ce qu'on peut faire ?

R - Ce sont des sujets considérables pour la planète. J'arrive à l'Europe, je voudrais dire que la troisième erreur de M. Trump c'est de sortir du soutien aux pays en voie de développement. Vous savez, il y a ce fameux fonds vert qui doit être abondé, il est aujourd'hui je crois de 10 milliards par an, nous visons 100 milliards par an pour permettre de développer les énergies renouvelables dans ces pays-là et se désintéresser à ce point-là, de l'équilibre futur du monde, c'est aussi, à mon avis, prendre un risque pour sa propre sécurité.

Q - Alors, il reste tout juste une minute avant la pause. En une minute déjà ce que vous pouvez nous définir rapidement puis on creusera après ce que l'Europe peut faire. Est-ce que c'est une aubaine pour l'Europe d'exister, de prendre le leadership ?

R - Je ne prendrai pas le mot «aubaine» parce que je pense que cette erreur de M. Trump, ce n'est pas bon pour lui et cela n'est pas bon pour la planète. Est-ce que l'Europe doit prendre le leadership ? La réponse est oui, l'Europe doit prendre le leadership mondial ; l'Europe doit parler avec tous les grands émergents ; avec la Chine - on y reviendra peut-être -, le président Macron a aussi rencontré le Premier ministre indien. Nous devons devenir, au fond, l'Europe, la première puissance en matière d'énergies renouvelables au monde.

(...)

Q - Marielle de Sarnez, vous nous disiez juste avant la pause que l'Europe devait prendre le leadership de la lutte contre le réchauffement climatique pour la transition écologique énergétique.

Q - Concrètement comment est-ce que l'Europe peut faire pression sur Donald Trump pour qu'il change d'avis ? Est-ce qu'on pourrait imaginer des mesures communes, une taxe carbone pour les produits importés des États-Unis ?

R - Oui, je crois que l'Europe doit prendre le leadership mondial dans la lutte contre le réchauffement climatique et je crois que le couple franco-allemand a un rôle à jouer très important. J'arrive tout de suite à nouveau chez Trump mais Angela Merkel a dit une phrase cette semaine qui a été beaucoup reprise en disant : maintenant, il faut compter, nous Européens, sur nos propres forces. Moi, je crois cela depuis très longtemps, donc j'ai été extrêmement heureuse de l'entendre dire. Je crois que dans les temps dans lesquels nous sommes, au fond, il faut d'abord compter sur nos propres forces.

Q - Et qu'il fallait un Trump pour le comprendre ?

R - En tous les cas, elle l'a dit et elle l'a dit comme elle le ressentait et elle le ressent probablement de cette façon-là. Moi, je considère que nous avons des alliés parce que nous avons besoin d'alliés, les États-Unis sont un allié, je le sais, nous sommes avec eux dans la coalition internationale dans la lutte contre le terrorisme. Nous sommes alliés parce que c'est notre histoire ...

Q - Dans l'OTAN aussi ...

R - ...parce que ce sont nos deux peuples, parce que c'est l'OTAN, parce que c'est ce que les Américains ont fait pour nous ...

Q - Mais dans la lutte contre le réchauffement, on n'est pas allié !

R - Pardon ? Si. Moi je suis alliée avec les États-Unis dans la lutte contre le réchauffement, moi je ne confonds pas toujours Donald Trump il y a un peuple américain ...

Q - Mais c'est lui le président !

R - Il y a aussi un peuple américain. Vous allez voir dans cette question du climat à mon avis, se lever des milliers d'initiatives, il va y avoir quelque chose d'intéressant. Je crois beaucoup aux États ; j'en parlais tout à l'heure, je pense que les États forts, des États stratèges, des États qui posent les visions, c'est très important, mais je crois énormément aux sociétés civiles, je crois énormément à l'énergie que chacune et chacun d'entre nous peut avoir, collectivités locales ...

Q - Ma question, c'est : l'Europe a-t-elle des moyens de pression contre Trump ?

R - Il ne s'agit pas de moyens de pression contre Trump, les États-Unis vont continuer, je le crois, à être sur une tendance de baisse d'émissions destinée à gêner effectivement ou à produire du réchauffement climatique ; je pense que cette tendance va continuer parce que je pense que, quoi qu'ait pu en dire Donald Trump, la majorité des acteurs, vous allez voir, économiques, société civile, États, villes, vont pouvoir continuer à lutter contre le réchauffement climatique et qu'on va voir cette obligation. Parce que, franchement se désintéresser de l'avenir de la planète - la planète elle ne nous appartient pas, elle nous est confiée pour peu de temps et donc nous l'avons en charge -, se désintéresser de l'avenir des générations futures, se désintéresser de l'équilibre futur du monde ...

Q - Ce n'était pas ma question !

R - Oui mais j'essaye de vous répondre que les États-Unis ne sont pas un bloc, vous n'avez pas lu peut-être et suivi l'ensemble des réactions aux États-Unis.

Q - Non, mais on essaye de savoir ce que les Européens peuvent faire.

R - Les Européens peuvent 1) dire qu'ils ont vocation à effectivement prendre ce leadership. Nous sommes exemplaires ...

Q - Mais cela veut dire quoi concrètement prendre le leadership ?

R - Nous sommes exemplaires dans les engagements que nous avons pris de réduction, dans les engagements que nous avons pris de davantage d'énergies renouvelables ...

Q - Il faut qu'on soit les bons élèves, on ne punit pas les mauvais pour faire court !

R - Moi, je pense que nous avons, au fond, ce qu'on appelle des instruments de défense commerciale qui vont être réaffirmés, repensés et dans ces instruments de défense commerciale, il faut regarder si nous devons prendre en compte des biens qui arriveraient chez nous et qui ne seraient pas fabriqués aux mêmes normes que les nôtres. Ce sont des questions qui sont tout à fait sur la table et moi, je suis pour les regarder.

Q - Et donc une taxe carbone pourquoi pas si les Américains continuent à être fortement carbonés ?

R - Oui mais je vous dis que vous avez une grande partie, je vois bien qu'on ne l'entend pas, mais une grande partie de l'économie américaine, y compris même les producteurs de charbon parce que les producteurs de charbon, ils ont peur d'abord d'être isolés par rapport au monde...

Q - C'est eux qui ont fait du lobbying auprès du président américain quand même ?

R - Et ils ont peur de ne pas avoir accès aux technologies de ce qu'on appelle le charbon propre.

Q - Moi, je suis très frustré !

R - On y arrive à votre frustration !

Q - Je suis très frustré parce que tout simplement, vous êtes ministre des affaires européennes, vous croyez à l'Europe, moi je me dis «tiens il y a peut-être là enfin une occasion»...

R - C'est ce que je viens de vous dire !

Q - Oui mais comment ? Qu'est-ce qu'on fait ? Vous voyez, il y a bien des années maintenant, les Européens ont créé la communauté ...

R - C'est ce que je viens de vous dire ! Je pense qu'il faut...

Q - ...européenne du charbon et de l'acier. Est-ce qu'il va y avoir des investissements ? Est-ce qu'on va faire de la recherche commune, enfin bref ...

R - Est-ce que je peux y venir ?

Q - ...est-ce qu'on va faire quelque chose ?

Q - La communauté européenne du photovoltaïque !

R - Merci, Cher Olivier !

Q - Allons-y parce que les États-Unis, cela fait dix minutes qu'on en parle, ça va bien !

R - Je ne vais pas revenir dessus mais il y a les Américains / Donald Trump.

Q - On a compris !

R - Voilà, c'est ce que j'essaye d'expliquer !

Q - On a compris. Mais alors les Européens, qu'est-ce qu'on fait ?

R - Eh bien les Européens, moi je pense qu'il faut mettre sur la table : un, une politique énergétique commune, donc une politique commune en matière d'énergie et en matière d'énergies renouvelables ; deux, pourquoi pas des AIRBUS, des énergies renouvelables comme on l'a fait dans l'aérospatiale... vous savez que 40% des brevets de chercheurs dans les énergies renouvelables sont européens, viennent d'entreprises européennes.

Q - Vous allez prendre une initiative ? Vous allez créer une communauté européenne du photovoltaïque par exemple ?

R - Bien sûr, nous allons prendre des initiatives, j'y arrive. Donc politique de l'énergie. Avancer sur les énergies renouvelables. Politique de la recherche commune : je suis persuadée que c'est un des secteurs sur lesquels l'Europe doit s'affirmer et s'affirmer davantage dans les années qui viennent ; nous avons en Europe une valeur ajoutée sur ce que nous créons, sur ce que nous produisons. Cette valeur ajoutée, elle nécessite un lien constant avec la recherche. Investissements communs, recherche commune, politique de l'énergie commune : tout ceci, ça va être sur la table, feuille de route. Et nous, nous proposons qu'il y ait une feuille de route d'abord au niveau du franco-allemand comme on dit, qu'on essaye de partager une feuille de route. Et j'espère vraiment qu'au prochain Conseil européen des 22 et 23 juin, nous pourrions faire avancer ces décisions et j'espère que dans le prochain sommet franco-allemand qui aura lieu, je vous l'annonce, à Paris le 13 juillet, tout ceci sera également au coeur des décisions que nous porterons.

Q - Parce que tous ces investissements demandent de l'argent et pour l'instant, Mme Merkel, quand on lui parle d'eurobonds, d'endettement commun, elle a l'air assez mitigée.

R - Moi je pense que de l'endettement commun pour faire de la recherche, pour faire des politiques communes qui sont des politiques communes novatrices et qui sont des politiques communes qui pourront créer de la croissance demain, ce n'est pas de l'endettement. C'est de l'investissement utile.

Q - Les Allemands sont prêts là-dessus ?

R - Écoutez, j'espère... puisque Mme Merkel veut que l'Europe prenne ses responsabilités... quand on prend ses responsabilités, il faut aussi avoir les moyens de ses responsabilités et si on ne les a pas, il faut les trouver, donc j'espère que c'est ce que nous ferons.

Q - Mais les Allemands veulent qu'en échange, qu'on soit un peu plus vertueux sur nos dépenses publiques pour accepter de cautionner notre dette pour faire court.

R - D'abord c'est absolument logique d'être vertueux et au fond, Union européenne ou pas, dépenser plus que ce qu'on a, chaque famille et chaque foyer vous le diront, ce n'est pas une bonne chose, cela fait longtemps que nous le disons. Les Allemands souhaitent - et ils ont raison de ce point de vue-là - que nous travaillions à une politique commune en matière d'asile et ils ont absolument raison ; l'Europe ne peut pas ne pas avoir de politique commune en matière d'asile - je pense à toutes les questions également migratoires, on va peut-être en parler - cela veut dire frontières communes, cela veut dire harmonisation de notre droit d'asile - j'en parlais tout à l'heure -, cela veut dire lutte contre l'immigration illégale, cela veut dire nouveaux modes de co-développement, partenariat avec les pays d'origine, partenariat avec les pays de transit pour qu'enfin on aborde d'une façon stratégique ces questions des migration.

Q - La vertu, elle peut être également chiffrée ; il y a toujours la question des 3% par rapport au PIB et la Cour des comptes française vient d'adresser au gouvernement et au président de la République un message sympathique disant : écoutez, vous n'avez aucune chance d'y parvenir si vous ne prenez pas de mesures drastiques parce que François Hollande vous a laissé pas mal de petits cailloux en cadeau de départ.

R - Il va y avoir un état des lieux, il va y avoir un bilan...

Q - Mais la Cour des Comptes vient de le faire le bilan !

R - Voilà... à partir de cet état des lieux, nous déciderons de la trajectoire. Vous savez très bien que l'ambition d'Emmanuel Macron, c'est de revenir effectivement dans les clous parce que de toute façon...

Q - Dès 2017, il l'a dit dans son programme... dès 2017 !

R - Absolument et donc nous nous donnerons les moyens pour le faire. Je ne vais pas aujourd'hui pouvoir vous les détailler mais en tous les cas, c'est son ambition.

Q - Mais vous nous dites : si c'est nécessaire de prendre des mesures, l'objectif des 3% devra être atteint et les mesures seront prises.

R - Moi je dis qu'à partir du moment où nous décidons, nous Européens, de prendre en main notre propre responsabilité, de devenir leaders en matière par exemple de la lutte contre le réchauffement climatique, il y a sûrement des moyens à mettre sur la table. Simplement ces moyens, ce n'est pas toujours des moyens budgétaires ou déficitaires, cela peut être de l'épargne européenne, cela peut être de l'investissement. Mais ce qu'il s'agit de faire, c'est de définir des objectifs et les meilleures voies et moyens pour les atteindre, sans pour autant effectivement mettre en cause la parole du président.

Q - Voilà... La parole du président... la question était donc très précise...

R - Mais je vous rappelle que le président a décidé et va d'ailleurs mettre en oeuvre un certain nombre de réformes ! Ce sont des réformes qui sont destinées à ce que les choses aillent mieux et à ce que cela aille mieux, pas forcément toujours en dépensant plus (ce que nous ne cessons de faire depuis des années). On peut faire les choses mieux et en même temps...

Q - Oui mais enfin, si pour atteindre les 3%, il faut serrer beaucoup la vis, peut-être que ce sera compliqué.

R - Si on prend la question par exemple des accords sur la modernisation du dialogue social qui vont être discutés cet été, qu'est-ce qu'on veut faire ? On veut faire en sorte qu'au fond la création d'emplois soit plus facile, que les entreprises aient plus de souplesse et aient davantage de flexibilité...

Q - Mais ça, cela met du temps à porter ses fruits, on le sait bien.

R - Cela met du temps mais il faut le faire ! Quand on vous dit qu'on veut faire une réforme de la formation professionnelle et que cette formation, elle bénéficie d'abord aux chômeurs, alors qu'aujourd'hui c'est exactement l'inverse, elle bénéficie à ceux qui sont installés (et tant mieux pour eux), eh bien toutes ces réformes-là vont dans le bon sens parce qu'elles vont dans le sens d'un État au fond stratège, plus fort et d'une société qui se portera mieux.

(...)

Q - Merci Marielle de Sarnez pour ce «Grand jury».

R - Merci à vous tous./.